ASSOCIATION « LES GRACQUES »[1]

ECONOMIE :
LES TROIS PECHES DE NICOLAS SARKOZY[2]

«Toute la mer est dans une seule de ses gouttes d'eau» disait Spinoza. De même, toute la politique économique de Nicolas Sarkozy est dans le geste inaugural du quinquennat: le fameux «paquet fiscal». Un péché contre la raison économique, la justice sociale et l'esprit de réforme.

UN PECHE CONTRE LA RAISON ECONOMIQUE

Le pouvoir d'achat des Français n'évolue plus que de 0,5% à 1% par an depuis vingt ans, contre 3% au cours des décennies précédentes. Il faut désormais trois générations au lieu d'une pour doubler le niveau de vie.

Est-ce la répartition des ressources qui s'est déformée au détriment des salaires et au profit du capital ? Non. Si le pouvoir d'achat stagne, c'est parce qu'on ne produit pas assez de richesses. Pas assez d'investissements, de gains de productivité, d'innovations et de travail : dans le classement mondial de la richesse par tête, nous ne cessons de reculer.

Etre «le Président de l'augmentation du pouvoir d'achat» ce devrait donc être d'abord le Président des réformes structurelles qui permettent de libérer la croissance et d'en répartir justement les fruits.

---

[1] Les Gracques sont une association lancée par d'anciens conseillers économiques et sociaux des Président de la République, Premiers Ministres ou Ministres des Finances F. Mitterrand, L. Fabius, P. Beregovoy, M. Rocard, L. Jospin, J. Delors, M.Sapin et D. Strauss- Kahn. Ils ont été rejoints depuis, par des membres de la société civile, enseignants, intellectuels, médecins, avocats, cadres du public ou du privé…
Ils veulent contribuer comme « groupe de réflexion et de pression » à la modernisation intellectuelle de la gauche et du centre gauche en France, comme cela a été réussi ailleurs en Europe. Leur manifeste sur les valeurs d'une gauche moderne, traduit en trois langues, publié par Le Monde et la Repubblica, est devenu l'un des textes de référence du Parti démocrate italien. On peut adhérer aux Gracques en signant ce manifeste sur leur site www.lesgracques.fr
Après avoir organisé une première université d'été l'an dernier ouverte par Anthony Giddens et conclue par Francois Chérèque, avec de nombreux invités dont Michel Rocard, Walter Veltroni, Peter Mandelson, ils entendent continuer à travailler et intervenir hors des contraintes partisanes. Leur seconde université d'été se tiendra les 6/7 septembre 2008 sur le thème *« Global Left : Gauche , Mondialisation et Progrès ; les réponses de la gauche aux déséquilibres du monde*

[2] Ce rapport sera publié dans le *Nouvel Observateur* du 24 Avril 2008

Mais le «paquet fiscal» de 15 milliards d'euros par an est tout le contraire de cela! C'est la recette éculée de la relance par la consommation. La dernière fois qu'on l'a pratiquée dans les mêmes proportions –puiser chaque année 0.7 à 0.8% du PIB dans le budget de l'Etat pour l'injecter dans le pouvoir d'achat des ménages– c'était en 1981. Est-ce le meilleur souvenir économique de la France des dernières décennies ?

Et encore, après 1981 le rendez-vous avec le réel fut immédiat, entraînant le fameux «tournant de la rigueur». Cette fois, rien de tel. Le Premier ministre déclare tranquillement l'Etat en faillite, quelques semaines après avoir vidé les caisses, mais sans en tirer de conséquences particulières. Pourquoi? Parce que la chance de Nicolas Sarkozy et la drogue douce des Français, c'est l'euro. Tous les autres pays -sauf l'Italie- ont fait des efforts considérables de maîtrise de leurs comptes publics et d'amélioration de leur compétitivité. C'est ce qui nous permet d'être légers et inconséquents, sans subir pour autant la spirale infernale de taux d'intérêt qui montent au ciel, d'un pouvoir d'achat amputé massivement par l'inflation et de dévaluations en chaîne.(encadré)

L'euro nous évite de «payer cash» la facture de notre laxisme. Il nous offre l'option du déclin tranquille. Ce qui ne nous empêche pas de le critiquer, et avec lui la banque centrale. Nous sommes les passagers clandestins de l'union monétaire: ceux qui ne payent pas le billet et qui, en plus, râlent contre le confort du wagon.

UN PECHE CONTRE LA JUSTICE SOCIALE

Au moins la relance de 1981 essayait-elle d'aller vers plus de justice. En 2007, c'est l'inverse: le guichet a été ouvert au profit des catégories les plus favorisées, celles qui consomment moins leurs suppléments de revenus. C'est la « relance Rolex »; la première expérience en Europe -et sans doute, la dernière- d'un «keynésianisme pour les riches».

C'est la redistribution des exclus du marché du travail vers les titulaires d'un emploi. La détaxation des heures supplémentaires -pour un coût de 5 à 6 milliards d'euros- est le nouvel avatar de la préférence française pour le chômage. L'Etat-Shadok continue de subventionner la réduction du temps de travail tout en finançant les heures supplémentaires! La plupart de ces heures ainsi détaxées auraient été faites de toutes façons. Les autres ne seront proposées ni aux intérimaires, ni aux chômeurs. Dans les quelques secteurs où la main d'œuvre manque, il aurait été plus efficace et moins coûteux de libérer la négociation collective et individuelle de la durée du travail.

Deuxième redistribution à l'envers: des locataires vers les propriétaires. C'est la détaxation des intérêts d'emprunts sur la résidence principale (3 milliards d'euros). L'explosion du coût du logement est la principale cause de la stagnation du pouvoir d'achat réel. Mais les prix montent d'abord parce qu'on ne construit pas assez. La solution est donc du côté de l'offre! Il faut libérer le foncier disponible, simplifier l'obtention du permis de construire, densifier les villes, autoriser à élever les immeubles intermédiaires et sociaux. Mais depuis 2007, on favorise à la marge l'accession à la propriété, pour un coût budgétaire considérable, sans agir sur la quantité de logements offerts. Cela ne fait que soutenir l'inflation immobilière ou ralentir la chute nécessaire des prix.

Dernier volet, le plus scandaleux : la redistribution du travail vers l'héritage. On avait promis la réhabilitation du travail. Et le premier acte économique est la détaxation de l'héritage ! On ne devait détaxer que les «petites» successions : la vérité est que la loi votée l'été dernier, en faisant passer le seuil de taxation des donations, par parent et par enfant, de 50 000 euros tous les dix ans à 150 000 tous les six ans, a multiplié par cinq le seuil d'exonération totale d'une succession bien préparée. Le taux d'imposition réel de fortunes de 60 millions d'euros transmises par héritage sera ainsi de moins de 10% (encadré). Sans débat, la France est devenue un paradis fiscal pour l'héritage, alors qu'elle reste l'un des Etats qui taxe le plus -à peu près dix fois plus !- les autres formes d'acquisition du capital, que ce soit le travail, la création d'entreprise ou l'épargne. La seule forme de richesse que tolère une société conservatrice est bien celle dont on hérite.

On connaissait déjà le poids de l'héritage culturel en France: des stratifications sociales qui se jouent à vingt ans, sur des sélections malthusiennes pratiquées en circuit fermé. Voici venu le temps où la noblesse d'argent se transmettra comme la noblesse de robe. Les actifs immobiliers et financiers deviennent inaccessibles aux classes moyennes, et resteront entre les mains d'une « France de propriétaires », qui ne seront que des héritiers. Loin de la sagesse du milliardaire Warren Buffet, qui veut pour ses enfants «donner suffisamment pour qu'ils puissent tout faire, mais pas assez pour qu'ils puissent ne rien faire».

Ce n'est pas seulement une affaire de justice ou de redistribution. Une économie de marché dynamique n'est pas une économie de rente. Les positions acquises doivent y être remises en jeu. Les actifs improductifs doivent être assez taxés pour que leurs propriétaires les remettent entre les mains de ceux qui en tireront le meilleur rendement. Il faut que ça tourne ! C'est le contraire du paquet fiscal. On pensait que l'inspirateur de la droite, c'était Guizot –« enrichissez vous par le travail et par l'épargne ». Mais non: la droite balzacienne a choisi comme modèle le père Goriot !

UN PECHE CONTRE L'ESPRIT DE REFORME

Tout cela ruine l'esprit même de la réforme.
Il y avait longtemps qu'un Président n'avait été élu avec une majorité aussi large, sur un mandat aussi clair de réforme, avec tous les pouvoirs institutionnels pour agir. L'attente du changement était immense dans toutes les couches sociales. Un an après, si beaucoup de chantiers ont été ouverts, la promesse est loin d'être tenue.

On doit à l'équité de reconnaître -outre la relance réussie de l'Union européenne grâce au mini-traité- les actions menées avec succès. Au premier rang, celle des régimes spéciaux, même si son bénéfice ne viendra qu'après de longues années de transition ; la réforme de la carte judiciaire, certes menée à la hussarde, et le lancement de la réforme hospitalière telle qu'inspirée par le rapport Larcher ; et puis le service minimum, au moins en termes de principe, ainsi que la fusion Unedic/ANPE et celle des impôts et du trésor public. Autant de réformes qui ont en commun de s'être attaquées à des résistances catégorielles, sur un terrain électoralement favorable à la majorité. Au fond, depuis un an, la droite a surtout réformé ceux qui ne votent pas pour elle.

Sur le contrat de travail, le bilan est plus ambigu. On en arrive au résultat paradoxal de remplacer la promesse de contrat unique par la création d'une catégorie supplémentaire de « contrats de projet », en compliquant un peu plus le système au lieu de le simplifier. La réforme passe en outre complètement à côté d'une « flexsécurité » à la française, inspirée des réussites scandinaves.

Il y a eu aussi les occasions manquées, qui ne traitent qu'en partie les problèmes.

La réforme des universités a modifié leur mode de gouvernance interne sans traiter les sujets qui fâchent: les droits d'inscription et les bourses, pour plus de moyens et pour mettre fin à un système où les plus modestes payent par l'impôt les études gratuites des enfants des classes les plus aisées; l'orientation et la sélection pour cesser d'écœurer des générations d'étudiants dans des filières sans avenir. Une réforme partielle donc, mollement contestée par des syndicats complices. Mais qui se préoccupe de l'université ? Nos élites n'y ont presque jamais mis les pieds !

Autre faux-semblant: la loi sur la modernisation de l'économie qui ne modifie pas la réglementation sur l'urbanisme commercial pour continuer de protéger le petit commerce et les grandes surfaces déjà installées. Le tout au détriment de l'emploi et du pouvoir d'achat des ménages pourtant durement touché par l'inflation des prix des produits alimentaires.

La liste est longue de ces réformes optiques: l'engagement écologique du Grenelle qui s'arrête sur la taxe CO2; la réforme de l'audiovisuel public, noyée dans l'improvisation. Quant au grand projet du RSA, le voilà renvoyé aux calendes pour cause de disette budgétaire: ce n'est plus le Revenu de Solidarité Active, c'est la Réforme Sociale Ajournée !

«Nous avons beaucoup plus réformé que nos prédécesseurs» proteste le gouvernement. Oui, mais pas autant que le pays en avait besoin après des années de conservatisme; et beaucoup moins que Nicolas Sarkozy ne l'avait annoncé. Surtout, on ne s'attaque pas assez au noyau dur des difficultés françaises: sortir d'une société de corporations, de rentes et de castes, qui bloque la mobilité et la croissance. Le catalogue technique des réformes nécessaires existe: commissions Camdessus et Pebereau sur la dette publique, Attali sur la croissance. Mais la majorité ne veut ni ne peut les mettre en œuvre. Elle sait s'attaquer parfois aux acquis de gauche, pas aux rentes de droite.

En démocratie, pour réformer, il faut de la confiance. Et de l'argent pour indemniser les perdants ou accompagner les changements. Cela vaut pour les taxis, comme pour toutes les restructurations que l'Etat devra mener et pour beaucoup des rentes à supprimer. Mais ayant chanté tout l'été 2007, c'est à dire dépensé avant de réformer, le gouvernement n'a plus les moyens de dépenser *pour* réformer. Ayant distribué à ses fidèles un pouvoir d'achat qu'ils ne dépenseront pas, il n'a plus le crédit moral pour engager les réformes structurelles, ni de crédits tout court pour les financer.

Poussé par les déficits publics, le gouvernement va-t-il au moins engager une vraie réforme de l'Etat et de la fonction publique? On l'attend. Avec son catalogue de 140 mesures d'économie budgétaire, il s'est condamné à menacer chacun sans entraîner personne. Et même s'il arrivait à 5 milliards d'économies d'ici 2011, ce ne serait que le tiers du paquet fiscal, moins du dixième des déficits publics, à peine un quart de point de PIB. C'est cinq à dix fois moins que ce qu'ont fait nos partenaires ! Rien à voir avec la remise en ordre des finances publiques, en 1958, par le Général de Gaulle, qui avait permis à la France d'entrer dans le marché commun. Ni même avec celle de la gauche après 1983. 5 milliards: c'est «l'ardoise» découverte par la Société Générale, qu'elle a absorbée sans dommage en trois semaines. Et c'est ce que la France ne saurait réaliser qu'en trois ans ?

REPENSER L'EXCEPTION FRANCAISE

A ce train, l'opposition reviendra au pouvoir aux prochaines échéances, sur le rejet des injustices, l'échec de la promesse de pouvoir d'achat et la faillite des dépenses publiques.

Mais la gauche ne devra pas prendre le relais en faisant l'impasse sur les réformes. Pour une raison simple : le statu quo profite aux plus forts, pas aux plus faibles ; un Etat mal géré pénalise les plus pauvres, pas les plus riches ; un manque de productivité favorise les situations acquises, pas l'égalité des chances. Un parti progressiste doit dire la vérité, et pour commencer renoncer au mythe de l'exception française, qui n'est que le masque des corporatismes. La France rayonne toujours par sa culture, ses scientifiques, ses grands équipements, ses positions internationales...Mais s'agissant de notre organisation économique et sociale, nous ne sommes vraiment exceptionnels que par nos échecs.

Nous sommes le pays d'Europe qui dépense le plus dans l'action publique, quand nous redistribuons plutôt moins. Nous contestons les inégalités en faisant financer par la TVA payée par tous- y compris les pauvres-, les services collectifs, les allocations familiales et les niches fiscales qui bénéficient aux classes aisées. Nous consacrons plus d'argent que les autres à l'éducation, mais nous avons les universités les plus insalubres, les élites les plus fermées, le plus grand nombre de jeunes quittant le système scolaire sans qualification. Nous nous gargarisons des droits de l'homme mais les conditions de détention de nos prisons sont la honte de l'Europe. Nous avons le plus de dépenses sociales et un plus grand nombre d'exclus. Nous distribuons plus de crédits à l'emploi et créons moins de travail. Nous protégeons plus nos emplois et nulle part n'est aussi forte l'anxiété de le perdre. Nous travaillons de moins en moins, sans que rien n'indique que les Français en aient perdu le goût ou en aient fait le choix. Nous avons plus de fonctionnaires et de règlementations, mais nulle part n'est aussi faible la confiance dans l'égalité devant la loi et l'Etat.

Globalement, les inégalités de revenus ne se sont pas accrues sur vingt ans, contrairement à d'autres pays; mais elles sont devenues plus aléatoires, et se sont doublées d'inégalités nouvelles, entre les jeunes et les autres, entre hommes et femmes, entre inclus et exclus, et d'inégalités de patrimoine qui découragent la mobilité et l'effort. Surtout, notre modèle ne laisse plus assez de place à l'innovation et à la croissance, qui seules garantissent le progrès social.

Voilà pourquoi une gauche moderne ne peut plus se contenter de ses habituelles propositions contradictoires : un impôt nouveau pour chaque problème, mais pas plus d'impôt au total; plus de Smic, mais aussi plus de salaire moyen et d'emplois; des économies sur le train de vie de l'Etat, mais aussi plus de fonctionnaires mieux payés ; des vœux de développement pour le tiers-monde mais contre la mondialisation, etc. Elle gagnerait alors peut-être les élections, mais se condamnerait à recourir à son double-langage traditionnel, une fois au pouvoir.

La gauche à laquelle nous aspirons devra faire le pari de la réforme juste. Alors, elle saura non seulement gagner, mais aussi gouverner et convaincre.

La gauche doit redevenir le parti du mouvement économique et de l'ingénierie sociale. Le parti de ceux qui veulent produire plus pour répartir mieux, mettre de la redistribution partout où il y a du marché, mais aussi du marché partout où il y du statut ou des rentes; le parti qui fait la guerre à la pauvreté, pas à la richesse.

Les solutions existent. Ce sont celles qui ont été appliquées dans les autres pays européens. Sortir du régime d'emploi à vie dans le secteur public et y imposer des gains de productivité ; protéger davantage les travailleurs, mais pas les emplois ; réformer les aides sociales pour favoriser le retour au travail ; faire payer leurs études supérieures à ceux qui en ont les moyens mais donner plus de bourses à ceux qui en ont besoin; prolonger l'activité pour diminuer la charge des générations futures sur la retraite de leurs aînés…Ces réformes n'étaient pas faciles à « vendre » et pourtant les gauches européennes les ont menées à bien (encadré).

La France reste socialement prête à s'engager sur une réforme qui ne soit pas une revanche. Elle sent bien que pour débloquer la société, éviter le « papy-Krach » et laisser leurs chances aux jeunes, le désarmement doit être multilatéral. Chacun ne renoncera à ses privilèges ou à ses protections qu'avec la perspective de trouver autant d'opportunités grâce à la réforme, que de sacrifices consentis pour elle. C'est pour cela qu'on ne peut pas réformer les «acquis de gauche» -ceux de la fonction et des entreprises publiques- sans supprimer les «rentes de droite» -celles des professions réglementées; qu'on ne peut pas demander des efforts aux cheminots, aux enseignants ou aux fonctionnaires, sans en demander aux agriculteurs, aux médecins, aux notaires et aux pharmaciens; après tout, les uns comme les autres vivent des impôts ou sont protégés par des statuts. La réforme, ce n'est pas « tout ou rien », comme l'a dit trop rapidement Jacques Attali. Mais c'est tout le monde ou personne.

Certes, la réforme coûte avant de rapporter. Car il faut aider ceux qui doivent s'adapter. Une France «en faillite» en a-t-elle encore les moyens? Oui, à condition de se doter d'un «budget de redéveloppement» pour prendre en charge les coûts de reconversion du secteur public ou le coût de rachat des rentes qu'il serait injuste de supprimer sans contrepartie. Un gouvernement crédible dans ses engagements européens et déterminé à faire les réformes qui ont réussi ailleurs, saura convaincre ses partenaires à Bruxelles de les financer par des cessions d'actifs ou par l'emprunt.

La vraie contrainte est politique. Elle ne se surmonte que par la transparence, la simplicité et par-dessus tout, l'exemplarité. Transparence du discours: tout dire avant, pour pouvoir tout faire après. Simplicité du programme: prendre ce qui marche partout ailleurs en Europe. Surtout, vertu de l'exemple: la crise de la représentation politique est une crise des élites, qui veulent imposer à tous une flexibilité dont ils s'exonèrent et que protègent tant leurs propres statuts que la répartition figée du capital intellectuel et financier. Les vraies révolutions débutent par la nuit du 4 août et l'abolition des privilèges.

Transparence, simplicité, exemplarité…La réforme de l'Etat commencera donc par l'abandon de l'emploi à vie dans la haute fonction publique. La réforme du marché du travail par l'interdiction des parachutes dorés et argentés des cadres supérieurs, et par l'ouverture des métiers protégés. La réforme fiscale par une taxation du capital, de ses revenus annuels et des stocks au moment de l'héritage, au même niveau que celle du travail. Ce sont les conditions d'une réforme acceptée.

Un an après, qui osera?

LE NOUVEAU MIRACLE FISCAL FRANÇAIS

Transmettre sa fortune sans impôt ? C'est le nouveau miracle fiscal français

150.000€ en franchise d'impôt : c'est le seuil qui s'applique aux successions et aux donations: 150.000€ par parent et par enfant, tous les six ans. Un couple prévoyant qui s'engage a 40 ans, et jusqu'à 76 ans, dans une stratégie de transmission à ses trois enfants, peut transmettre en pleine propriété et sans impôt 7(donations)X2(parents)X 3(enfants) X150.000€=6,3M€, soit 2,1 millions par héritier.

Au-delà seulement, il faudra envisager de payer un peu d'impôts. Combien ?

On pourra donner 520.000€ de plus, par enfant, par parent et tous les six ans, en restant dans la tranche d'imposition de 20%, qui est réduite de moitié jusqu'à 75 ans quand les donations «anticipent» la succession. En payant 9,85% d'impôts sur cette tranche, notre couple donnera à ses enfants 7 fois 1,040M: 7,3 millions par enfant, qui s'ajoutent aux 2,1 millions transmis sans

impôt. Total : 9,6 M€ par enfant, 29 M€ pour trois enfants, avec un taux d'imposition global de 7,2%.

Pour aller plus loin, on peut aussi ne donner à ses enfants que la nue propriété, en se réservant l'usufruit sa vie durant, ce qui diminue la valeur fiscale des biens. Dans ce cas, on peut transmettre progressivement 13 millions au lieu de 6 sans aucun impôt; et 60 millions taxés à 9,9%, au lieu de 29 à 7,2%.

Encore trop? Les lois Dutreil sont là pour cela. Au-delà de quelques dizaines de millions de patrimoine, les contribuables ont généralement une entreprise. Si les héritiers s'engagent à la conserver 4 à 6 ans après la donation, les droits seront réduits de 75 % et étalés dans le temps. On revient donc à 2 à 4 % de taxation sur les très grosses successions: ce qui permet aux contribuables, pour le prix d'une année à peine de dividendes ,d'échapper à l'impôt sur les plus values autant qu'à l ISF, tout en assurant la transition vers la génération suivante .

La morale de l'histoire c'est que les riches ne payeront plus l'impôt sur les successions jusqu'à quelques dizaines de millions, sauf s'ils sont imprévoyants et mal conseillés. Ca n'est généralement pas le cas des riches, sinon ils ne le seraient pas. Et les très riches payeront moins de 10% de taux d'imposition réel.

En comparaison, les revenus de l'épargne sont taxés entre 29 % (plus values et CSG, hors ISF) et 50% (plafond du bouclier fiscal, ISF inclus). L'enrichissement par le travail, lui, supporte 30 à 50% de cotisations sociales employeurs ; puis 15 à 20% de cotisations sociales salarié ; puis 51% d'impôts et CSG sur le solde, au- delà de 66 000 euros par part. Naturellement , c'est ce dernier impôt que les socialistes veulent augmenter d'urgence…

(1)application du bareme fiscal nue propriété /usufruit aux transmissions successives tous les six ans ,de 40 à 76 ans ,afin de se situer à chaque donation au seuil de 150 000 euro pour la valeur de la nue propriété
(2)0% sur 2,1 me ,plus 9,85% sur 7,3 me =7,2% en moyenne
(3)12,8%=les 20% du bareme ,moins effet des premieres tranches ,moins 35% de reduction
(4)meme calcul que en 1 et 2 mais en épuisant la tranche de 520 000 euros à chaque donation et en appliquant le bareme nue propriété/usufruit

Si l'Euro n'existait pas….

2008. Le Franc est toujours là et la France jugée sur ses résultats économiques. Ceux-ci sont aussi mauvais qu'en 1982 - même déficit du commerce extérieur, dérapage similaire des comptes publics, perte massive de compétivité - mais l'écart s'est accru par rapport à des voisins redressés. Et les masses de capitaux spéculatifs qui attaquent le Franc ont été multipliées par 10. Les quatre dévaluations depuis septembre 2001 ne les ont pas calmés. Elles ont rendu hors de prix les produits importés, dont on ne peut se passer. Le litre de super est à 17 francs. Les taux d'intérêt sont au-dessus de 10% ; l'immobilier est moins cher, mais plus personne ne peut emprunter. Les entreprises n'investissent plus, les ménages endettés à taux variables doivent vendre leurs logements. La consommation et le pouvoir d'achat s'effondrent. L'Etat doit payer 450 milliards de francs de plus en intérêts de la dette. Comme il ne peut pas dégager les ressources nécessaires en doublant l'impôt sur le revenu, ni passer la TVA à 30%, le déficit atteint 7% du PIB. Depuis que les Francais ont voté « non » au referendum sur le plan de redressement négocié avec Dominique Strauss Kahn au FMI, les agences de notation ont dégradé l'Etat francais. Ce qui veut dire qu'il ne peut plus lever de dette, alors qu'il doit rembourser les anciennes…

Comment en sortir ? Nicolas Sarkozy hésite entre les deux camps qui divisent ses conseillers : d'un côté, les tenants du « modèle argentin » qui parlent de sursaut national ; de l'autre, les « thatchériens », qui ont un plan : des économies permettant de réduire de 20% d'un coup les dépenses publiques, en supprimant les minimas sociaux, en privatisant la Sécurité sociale et en licenciant un quart des fonctionnaires. Entre eux, « C'est la guerre des Malouines », titre le Nouvel Observateur…

La réforme, ailleurs et maintenant !

La France temporise là où tous nos voisins ont déjà agi, souvent inspirés par des majorités sociale-démocrates. Les dix années de réforme de Tony Blair apparaissent à certains comme la forme humaine de la révolution thatchérienne. Pourtant, le Royaume-Uni est parvenu à combiner croissance forte, recul du chômage et investissements publics massifs dans le système de santé et d'éducation. Plus près de nous, l'Allemagne de Gerhard Schröder a efficacement réformé le marché du travail. La Suède de Goran Person a massivement assaini ses finances publiques pour parvenir à l'excédent budgétaire en supprimant presque complètement le statut de la fonction publique et en restructurant les missions de l'Etat autour d'agences au

fonctionnement assoupli. Surtout, une ambitieuse réforme des retraites permet d'employer plus de 70% des Suédois entre 55 et 65 ans, là où nous sommes à peine 37% à travailler dans cette tranche d'âge en France. Même nos voisins latins, si longtemps caricaturés pour la lourdeur de leurs administrations, ont su conduire des réformes que nous osons à peine ébaucher. L'Espagne de José Luis Zapatero est parvenue à l'excédent budgétaire, a fait descendre la dette publique sous les 40% du PIB et a réduit les dépenses des administrations publiques à 38% du PIB, contre 54% en France. L'Italie de Romano Prodi a profondément réformé l'Etat en faisant passer presque tous les agents publics sous régime contractuel privé. Le Portugal de José Socrates a sans doute accompli les réformes les plus ambitieuses en supprimant un tiers des organismes publics dont l'utilité n'était pas justifiée, en réduisant de 25% les postes de direction dans la fonction publique, en remplaçant les fonctionnaires qui partent à la retraite par des agents contractuels. Ces mesures vigoureuses, parfois brutales, ont permis de réduire en deux ans le déficit budgétaire de 6,8% à 3,9% du PIB.